Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Situation et débats politiques (France) > **Régionales : net désaccord entre NPA et Front de gauche, nouvelle réunion en vue**

Régionales : net désaccord entre NPA et Front de gauche, nouvelle réunion en vue

jeudi 12 novembre 2009, par AFP, BORRAS Frédéric, EQUY Laure (Date de rédaction antérieure : 11 novembre 2009).

Sommaire

- <u>Unité aux régionales : la</u>
- Gauche de la gauche : question

PARIS, 10 nov 2009 (AFP) - Le NPA et le Front de gauche (PCF-Parti de gauche-Gauche unitaire), en net désaccord sur la question de la participation aux exécutifs régionaux, ont proposé mardi une nouvelle réunion, chacun sur des bases différentes, concernant une hypothétique alliance aux régionales.

Après une rencontre de plus de trois heures trente au siège du Parti de gauche, en présence de Jean-Luc Mélenchon - parti avant la fin -, Olivier Besancenot (NPA) qui souhaite « discuter de 3 ou 4 éléments-clefs programmatiques », a proposé « une nouvelle réunion de travail », vendredi ou lundi, sur la base du texte du Front de gauche amendé par le Conseil politique national du NPA ce weekend.

Selon cette version amendée, la participation aux exécutifs « ne sera pas possible dans le cadre d'exécutifs qui seraient dominés par le PS et/ou Europe-Ecologie qui mènent des politiques d'adaptation au libéralisme », une proposition inacceptable pour le PCF.

Du 30 novembre au 6 décembre, les militants du NPA « trancheront, ils leur faut un maximum de billes pour savoir si les conditions sont réunies pour faire cet accord », a ajouté M. Besancenot, déplorant « la petite musique » de la réunion de mardi soir sur l'air « tout sauf l'amendement du NPA ».

« Nous, on invite à une réunion de ceux qui sont d'accord sur la base stratégique », c'est-à-dire un premier tour des régionales en autonomie du PS avant de rejoindre socialistes et écologistes pour participer à des majorités

de gestion, a expliqué Francis Parny, représentant le PCF à de cette réunion.

« On ne peut pas accepter l'idée de ne pas aller dès le départ dans des majorités avec le PS et Europe-Ecologie », a renchérit Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche qui ne veut "pas de réunion sur la base de l'amendement du NPA".

« Le NPA doit faire un geste », a-t-il fait valoir, soulignant qu'il est « très difficile de se séparer les uns des autres » après des semaines de discussions et alors qu'on est « tout prêt d'un accord ».

Même si « la porte n'est jamais fermée », « on ne peut pas obliger un âne à boire quand il n'a pas soif », a résumé M. Parny, en direction du NPA.

_Unité aux régionales : la gauche radicale va-t-elle passer son tour ?

Le Front de gauche (PCF, PG, Gauche unitaire) et ses éventuels partenaires, dont le NPA, se réunissent ce mardi soir. Les discussions achoppent toujours sur la question de l'indépendance à l'égard du PS.

A la table des négociations, encore et toujours. Les composantes de la gauche radicale se retrouvent à nouveau, ce mardi soir, au siège du Parti de gauche, pour se prononcer sur un projet de listes communes aux régionales. Une réunion qui pourrait être celle « de la dernière chance », mais qui ne suffira sans doute pas à concilier les positions du Front de gauche — PG de Jean-Luc Mélenchon, PCF, Gauche unitaire — et du NPA.

Les discussions continuent en effet d'achopper sur la question de la participation aux exécutifs régionaux avec les socialistes et les écologistes. Sur ce point, le NPA, qui a voté sa ligne dimanche dernier, lors de son conseil politique national, écarte toute participation « dans le cadre d'exécutifs qui seraient dominés par le PS et/ou Europe-Ecologie qui mènent des politiques d'adaptation au libéralisme ».

En clair, le parti anticapitaliste propose un « accord national » sur « des listes indépendantes » du PS et d'Europe Ecologie au premier tour des régionales et des « fusions démocratiques » au second, pour battre la droite sans se mouiller dans des majorités dominées par le PS. « On n'ira pas avec le PS car les divergences sont profondes sur le programme. Mais si certaines mesures vont dans le bon sens, on pourra les voter, explique Myriam Martin, du NPA. On demande cette liberté. »

Là où le NPA dit « non », le Front de gauche pose, lui, des conditions : la mise en œuvre des principaux points du programme qu'il aura défendu au premier tour, le « rapport de force permettant de les appliquer », et l'exclusion d'une alliance avec le Modem. Si ces conditions « sont réunies », banco pour un exécutif régional avec le PS et les écologistes.

« Deux approches sont sur la table, résume Christian Picquet, chef de file de Gauche unitaire - anciens NPA : « Pour nous, au Front de gauche, il s'agit de sortir de la posture de témoignage et d'affirmer une ambition majoritaire à gauche. On ne veut pas faire un tour de piste au premier tour et chacun vit sa vie. » Le NPA, lui, réclame des précisions sur ce lot de conditions : « On veut clarifier cette question. L'unité c'est trop sérieux pour accepter de la brader », prévient Myriam Martin, qui dit le NPA toujours ouvert aux discussions.

« On ne partage pas la même feuille de route »

Reste que les lignes du Front de gauche et du NPA semblent difficilement conciliables et compliquent sérieusement une perspective d'accord. « Il y a un désaccord de fond, nous sommes dans le dur, on ne partage pas la même feuille de route », constate Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF.

La faute à qui ? « C'est le PCF qui met des préalables », reproche Myriam Martin. « Le NPA nous donne la même réponse, ils ne sont pas disponibles pour construire des rassemblements de gauche

pour la mise en œuvre de politiques de gauche », coupe Dartigolles, qui avait parlé dimanche d'une « fin de non recevoir » de la part du NPA. Et s'agace : « On ne va pas attendre Besancenot comme on attend Godot. »

D'autant que l'heure tourne. A trois mois des régionales, la gauche de la gauche, en stagnant dans les négociations, donne l'impression de « s'enfermer dans un petit cénacle pour bloquer sur des petites formules », déplore un participant. Et se laisse devancer par ses concurrents : « Pendant qu'on tergiverse, les écologistes sont en campagne, le PS a ses têtes de liste. Et nous n'avons pas bougé d'un iota », s'inquiète Picquet. « On veut commencer à travailler, on ne peut pas attendre encore un mois alors que pour l'instant, il y a un point de blocage », conclut Eric Coquerel, chargé des relations extérieures au PG.

Pour autant, les discussions pourraient ne pas se clore définitivement même si la réunion de ce mardi soir ne débouche pas sur un accord. « *On laisse les portes ouvertes jusqu'au bout »*, assure Coquerel.

Entre-temps le soin de trancher la stratégie de chaque composante reviendra à leurs militants respectifs : une consultation des adhérents du NPA se tiendra du 30 novembre au 6 décembre « sur ce qui est sorti du CPN et de la réunion du 10 novembre » alors que les communistes se se prononceront, eux, du 19 au 21 novembre.

Laure Equy

* Libération du 10/11/2009.

_Gauche de la gauche : question de cohérence...

Chaque jour, l'envie de chasser Sarkozy grandit. Pour y parvenir, on veut nous vendre une solution « pragmatique », celle d'une alliance rose/orange/verte rendue possible par la dérive du PS vers la droite.

Le NPA propose une autre voie. Il œuvre à l'unité la plus large dans les luttes et les mobilisations. Pour les régionales à venir, il propose l'unité de la gauche antilibérale et anticapitaliste sur la base de mesures d'urgence sociales et écologiques inédites. Souvent à son initiative, les réunions unitaires au plan national et dans les régions se multiplient. Rien n'est encore joué.

Les dirigeants du PCF multiplient les déclarations hostiles au NPA, accusé de ne pas vouloir mettre « les mains dans le cambouis ». L'accusation vise à masquer la vraie divergence.

Le fossé qui sépare les programmes du PS et celui d'une gauche digne de ce nom justifie la présentation de listes séparées de celle des socialistes partout. Mais à quoi bon se rassembler dans une campagne électorale de façon indépendante du PS si c'est pour se faire satelliser pendant les cinq ans qui suivent dans les parlements régionaux ? À quoi bon défendre la mobilisation des fonds publics pour satisfaire les besoins sociaux et les mesures écologiques, si c'est pour voter ensuite des budgets qui dilapident l'argent public en cadeaux au patronat licencieur et aux lycées privés ? Les politiques d'union de la gauche sous direction socialiste ont souvent été expérimentées à toutes les échelles, sans que cela améliore le sort des populations.

En 2004, la gauche remportait les élections dans 20 régions sur 22 et annonçait qu'elles constitueraient un bouclier pour protéger les populations contre les méfaits du gouvernement de droite. Malgré la participation du PCF, il n'en a rien été. Prendre nos responsabilités pour appliquer un programme radical si nous avons le rapport de force, oui.

Accepter de cautionner dans les institutions l'inverse de ce pourquoi nous nous battons tous les jours, non. C'est une question de cohérence.

Frédéric Borras

* Paru dans Hebdo TEAN n° 30 (12/11/09).